

Politiques économiques

augmenté dans le secteur manufacturier. En 1979, les emplois dans le domaine de la fabrication au Canada ont augmenté de 115,000 ou de 5.9 p. 100. Il y a même eu une hausse d'emplois d'environ 37,000 ou de 1.8 p. 100 dans le domaine de la fabrication, en dépit de la crise économique aux États-Unis en 1980. Si nous examinons la situation de l'emploi dans le domaine de la fabrication depuis quelques années parmi les principaux pays industriels, nous constatons que le nombre de ces emplois a baissé radicalement dans des pays tels que le Japon, l'Allemagne, l'Australie, la France, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède, et ainsi de suite.

● (2020)

En termes plus généraux, la situation en ce qui concerne la création d'emplois au Canada, même en plein cœur de la prétendue récession, a été la meilleure dans le monde occidental. Depuis trois ans, plus d'un million nouveaux emplois ont été créés au Canada.

Une voix: Pas dans le secteur privé.

M. Lang: L'opposition signale que pour la première fois depuis 1954, la croissance a été nulle au Canada. Elle devrait également ajouter qu'ils s'agit là de la prétendue récession, mais que nous avons réussi à embaucher près de 300,000 personnes.

Les réalisations du gouvernement actuel au chapitre de la création d'emplois méritent qu'on s'y arrête. L'opposition avait l'habitude de répéter que le Canada avait le taux de chômage le plus élevé de tous les pays de l'OCDE. Cependant, en dépit de la récession qui a fait rage en 1980, notre taux de chômage n'a pas augmenté. Il est resté au niveau de 1979. En outre, le taux désaisonnalisé a diminué au fur et à mesure que l'année avançait. Le dernier taux qui nous a été communiqué était de 7.3 p. 100 et c'est le taux mensuel le moins élevé depuis un an. Même si la main-d'œuvre active continue d'augmenter plus vite au Canada que dans tout autre grand pays de l'OCDE, notre taux de chômage actuel est inférieur à ceux que connaissent le Royaume-Uni et l'Italie. Il se compare maintenant à ceux de la France et des Pays-Bas où la croissance de la main-d'œuvre active et du chômage est nulle.

Les États-Unis qui, il n'y a pas si longtemps, avaient un taux de chômage inférieur au nôtre nous ont maintenant rattrapés à cet égard. En effet, ils ont le même taux que le Canada. Cependant, leur fiche de l'emploi en général et de celui dans l'industrie ne se compare pas à la nôtre. Nous avons beaucoup mieux réussi que les Américains à créer des emplois. Il est juste de dire que les politiques des autres pays ont été à peine aussi efficaces que celles que notre gouvernement a appliquées ces dix dernières années. En fait, les nôtres se sont révélées beaucoup plus productives.

Voyons maintenant le problème de l'inflation. La plupart des Canadiens estiment que c'est notre grand problème. Nous constatons par ailleurs que le Canada n'est pas le seul pays qui soit aux prises avec ce problème, mais que tous les principaux pays industrialisés le sont également. C'est un fait que l'indice des prix à la consommation au Canada a augmenté de 10.1 p. 100 au cours de l'année civile 1980. Cependant, les rapports de l'OCDE indiquent que quatre grands pays européens ont eu l'année dernière un taux d'inflation moyen de 11½ p. 100. Ils indiquent en outre qu'aux États-Unis une hausse de 12.4 p. 100 de l'indice des prix à la consommation est venue s'ajouter l'année dernière à celle de 13.3 p. 100 enregistrée l'année

précédente. Ainsi, le Canada a eu bien plus de succès que les États-Unis dans sa lutte contre l'inflation.

On a fait grand cas de ce que l'indice des prix à la consommation au Canada a augmenté de 12 p. 100 de janvier 1980 à janvier 1981. Le fait est que le prix de l'énergie, qui avait augmenté en moyenne de moins de 10 p. 100 en 1978 et en 1979, a augmenté de 16 p. 100 en 1980. En outre, le prix de l'énergie en général a augmenté de 25 p. 100 au cours des 12 derniers mois, et ceux du combustible et de l'essence en particulier ont augmenté plus encore. Voilà pourquoi je trouve curieux d'entendre l'opposition nous reprocher de tant tarder à hausser le prix canadien de l'énergie et à combler l'écart entre ce prix et le prix mondial. Dans le même temps, l'opposition se plaint de la hausse de l'inflation. Nous ne pouvons pas gagner sur les deux tableaux, monsieur l'Orateur. Si nous accélérons sensiblement le rythme des augmentations des prix énergétiques, il s'ensuivra nécessairement une escalade du taux de l'inflation et, partant, des taux d'intérêt élevés. A leur tour, les prix élevés de l'énergie influent sur les coûts de production des aliments, sur le prix des tracteurs et des moissonneuses-batteuses, sur celui des engrais, sur les coûts de transformation, de transport, des communications, des vêtements et autres éléments du coût de la vie. Il est illogique et trompeur de soutenir que nous pouvons absorber complètement et sans peine les hausses du prix de l'énergie qui sont deux ou trois fois supérieures au taux d'inflation sans que cette inflation en soit exacerbée, comme voudraient nous le faire croire les conservateurs.

En résumé, les Canadiens peuvent se consoler à la pensée que bien que nous ne soyons pas capables de réaliser notre plein potentiel à court terme en raison des conditions internationales inflationnistes et des pénuries de pétrole, notre économie se porte beaucoup mieux que celle de n'importe quel pays important du monde occidental. Il n'existe pas de remèdes rapides à l'inflation et au ralentissement de la croissance qui affligent tous les pays du monde industrialisé. Le rendement de l'économie canadienne est très satisfaisant: tout compte fait. Étant donné la richesse de nos ressources humaines et naturelles et notre technologie avancée, nous pouvons envisager avec confiance notre avenir à moyen et à long termes.

Pour ce qui est de la croissance économique du Canada, le pire est peut-être passé d'après les indices de plus en plus nombreux ces mois derniers. Pendant le second semestre de 1980 elle a été beaucoup plus marquée qu'au cours du premier. En outre, le principal indice composite canadien publié révèle une hausse indéniable au cours des derniers mois.

Les Canadiens semblent beaucoup plus convaincus que leurs voisins américains de la possibilité de juguler l'inflation. L'épargne personnelle au Canada, qui traduit cette confiance, a été constamment plus élevée qu'aux États-Unis ces dernières années dans une proportion d'environ 10 contre 5 p. 100. La bulle de spéculation sur l'or et l'argent, et d'autres produits, a éclaté. Les hausses salariales, qui ont gardé l'allure de l'indice des prix à la consommation, sont relativement modestes depuis quelque temps. A tout prendre, les Canadiens peuvent entrevoir au-delà de leurs problèmes immédiats, le moyen et le long termes avec confiance.

Avant de terminer, monsieur l'Orateur, j'aimerais signaler deux aspects de notre économie nationale qui me préoccupent. D'abord, nous devons sans tarder conclure un accord sur le